



## CETA : « Grenoble appelle au respect de la COP21 »

Deux jours après l'adoption du CETA par le Parlement Européen, en février 2017, la Ville de Grenoble accueillait les deuxièmes rencontres paneuropéennes des villes contre TAFTA-CETA-TISA. Ces rencontres, qui faisaient suites aux premières rencontres qui se sont déroulées à Barcelone en 2016, ont rassemblé des maires, élus et acteurs associatifs européens venus d'Espagne, Grèce, Pays-Bas, Croatie, Belgique, Portugal, etc. A cette occasion, Eric Piolle, Maire de Grenoble, avait présenté la [Réplique de Grenoble](#), rédigée par l'ensemble des présent•es.

Aujourd'hui, plus de deux ans plus tard, et alors que les députés doivent examiner le CETA à l'Assemblée nationale ce mercredi, Eric Piolle, Maire de Grenoble, réaffirme la position de la Ville de Grenoble :

« Ce traité de libre-échange va accélérer la dérégulation du commerce mondial au moment où

*nos sociétés doivent accélérer leur engagement dans les transitions. Pour nos emplois, notre alimentation, notre santé, nos métiers, les villes, comme Grenoble, sont en 1<sup>ère</sup> ligne pour protéger les territoires. Grenoble, en lice pour devenir une prochaine capitale verte de l'Europe, appelle au respect des engagements internationaux que la France a pris en 2015, lors de la COP21. Ici à Grenoble, comme partout, l'adoption du CETA va exposer les citoyens à une alimentation dégradée, à un nivellement par le bas des normes sanitaires et va ajouter une couche supplémentaire de concurrence sur nos emplois. Tenir le cap de la COP21 c'est au contraire renforcer l'économie en la relocalisant, protéger la santé des populations face aux risques et encourager le développement d'une agriculture paysanne, locale, riche en emplois, respectueuse de la terre et de celles et ceux qui la travaillent ».*

En mai 2014, la Ville de Grenoble s'est déclarée « Zone hors TAFTA ». Plus de 800 collectivités locales et une large partie de la société civile avaient également déclaré leur opposition au traité.

